

## Réponse

**à l'interpellation 20240031, Maurer Stefan, Groupe UDC/Les Confédérés, « Horaires de la Coupole / vide contractuel concernant la personne responsable de l'exploitation »**

L'intervenant pose les questions suivantes au Conseil municipal concernant l'assujettissement du centre autonome de jeunesse « La Coupole » à Bienne à la loi cantonale sur l'hôtellerie et la restauration (LHR), les heures d'ouverture à respecter et la nécessité de transférer une autorisation d'exploitation à une personne responsable.

Voici la réponse du Conseil municipal :

## Réponse aux questions

### Question 1 :

*Une autorisation d'exploitation juridiquement valable peut-elle être délivrée dans ces conditions et, le cas échéant, cela a-t-il déjà été fait ?*

Dans un courrier du 5 février dernier adressé au centre autonome de jeunesse « La Coupole », la Préfecture de Bienne a précisé que celui-ci devait être considéré comme un lieu de rencontre et n'était donc pas soumis à la LHR. Le centre autonome de jeunesse (CAJ) n'est donc pas tenu de disposer d'une autorisation d'exploitation transférée à une personne responsable relevant du droit de l'hôtellerie et de la restauration. Cette position, qui est également partagée par les services municipaux compétents, s'appuie sur les arguments suivants :

- En 1993, ce qui était alors l'Office du développement économique du Canton de Berne a qualifié le CAJ de lieu de rencontre, confirmant ainsi qu'il n'était pas soumis à la LHR.
- En 1994, la loi sur l'hôtellerie et la restauration a été durcie. Son texte correspondait dès lors au droit en vigueur aujourd'hui.
- À cette époque, l'Office du développement économique avait indiqué que le centre autonome de jeunesse pouvait encore être qualifié de lieu de rencontre, mais qu'il appartenait au préfet d'en décider en dernier ressort.
- En 2003, le préfet en fonction a constaté que le centre autonome de jeunesse ne pouvait pas être soumis à la LHR et qu'il fallait le considérer comme un lieu de rencontre.
- Le fonctionnement de la Coupole n'a pas changé depuis 1993, même après sa transformation achevée en 2023.

#### Question 2 :

*Quelles mesures le Conseil municipal entend-il prendre, et dans quel délai, pour garantir une situation conforme à la loi et surtout à l'égalité juridique ?*

Aucune nouvelle mesure n'est nécessaire, car la situation est conforme au droit. On ne peut pas non plus parler d'inégalité juridique, raison pour laquelle il n'est pas non plus nécessaire d'agir à cet égard.

#### Question 3 :

*Comment la Ville de Bienne est-elle couverte en cas d'incident survenant en dehors des heures d'ouverture légales ? Incendie, dommages corporels, etc.*

La Ville de Bienne est assurée comme tout autre propriétaire foncier qui met à disposition d'un organisme privé un immeuble au bénéfice d'un permis de construire et répondant aux exigences techniques et juridiques (comme c'est le cas de la « Coupole » au terme de sa transformation). La Ville de Bienne est soumise à la responsabilité civile des propriétaires fonciers et est assurée à cet égard comme il se doit, dans la mesure du possible et du raisonnable. En revanche, l'association de droit privé « CAJ » étant responsable de l'exploitation de la Coupole, c'est elle qui doit en assumer les risques.

#### Question 4 :

*Qu'en est-il de la responsabilité de la Ville de Bienne en tant que propriétaire, si aucune personne responsable n'est désignée chez l'exploitant ? Incendie, dommages corporels, etc.*

Sur ce point, le Conseil municipal renvoie à la réponse à la question 3. La responsabilité de l'exploitation d'un lieu de rencontre incombe à l'organisme responsable, en l'occurrence l'association « CAJ ». Le Conseil municipal tient à souligner ici qu'un échange régulier a lieu entre les services municipaux compétents sur le plan opérationnel et l'association « CAJ ». Cela permet de s'assurer que les deux parties savent à qui s'adresser le cas échéant.

#### Question 5 :

*Qui paie les frais occasionnés par le non-respect des heures d'ouverture ? On peut citer ici l'exemple des dépenses supplémentaires liées aux interventions de la Police cantonale.*

Le Conseil municipal estime qu'il n'y a pas de dépenses supplémentaires, car la Coupole – si elle avait été soumise à la loi sur l'hôtellerie et la restauration – aurait bénéficié d'une autorisation générale de dépassement de l'horaire. De plus, les prestations de la Police cantonale sont indemnisées de manière forfaitaire, indépendamment du volume de prestations qu'elle fournit.

#### Question 6 :

*Qu'en est-il de la question des nuisances sonores lorsque les heures d'ouverture légales ne sont pas respectées ?*

Sur ce point, le Conseil municipal renvoie à la réponse à la question 5.

Question 7 :

*Une zone autonome, c'est-à-dire une zone de non-droit, est-elle prévue pour la Coupole et ses environs ?*

Le Conseil municipal insiste sur le fait que si l'association « CAJ » n'a pas besoin d'une autorisation au sens de la LHR, elle n'est pas pour autant au-dessus des lois. En conséquence, elle doit notamment veiller au calme et à l'ordre, respecter la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif ainsi que garantir la protection de la santé du public conformément à l'ordonnance relative à la loi fédérale sur la protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (O-LRNIS). Ni la Coupole ni ses environs ne sont des zones de non-droit.

Bienne, le 27 mars 2024

Au nom du Conseil municipal

Le maire :

La chancelière municipale :

Erich Fehr

Barbara Labbé

Annexe :

· interpellation 20240031

## Dringende Interpellation

20240031

Dringlichkeit  
nicht  
gewährt

### Öffnungszeiten Gaskessel AJZ / Vertragsloser Zustand bezüglich der verantwortlichen Person für den Betrieb

Gemäss vorliegenden Informationen werden die gesetzlich vorgegebenen Öffnungszeiten im «Chessu» AJZ Biel nicht eingehalten. Weiter ist scheinbar immer noch keine Person genannt worden, welche gegenüber den Behörden die Verantwortung über den Gastgewerbebetrieb wahrnimmt.

Dieser Zustand ist so nicht haltbar und es muss dringend gehandelt werden! Es kann nicht sein, dass eine vom Steuerzahler subventionierte Institution, andere Leitlinien erhält, als dies bei allen anderen Clubs in der Stadt Biel gefordert ist. Durch die Tatsache, dass immer noch keine verantwortliche Person in den Verträgen genannt wird, besteht aus unserer Sicht eine Gefahr für die Stadt Biel, welche Eigentümerin dieser Liegenschaft ist. Weiter werden Kosten befürchtet, welche wieder die Steuerzahler zu berappen hat.

#### Unsere Fragen an den Gemeinderat

1. Kann unter diesen Voraussetzungen eine rechtsgültige Betriebsbewilligung erteilt werden, bzw. wurde eine solche bereits erteilt?
2. Welche Massnahmen sieht der Gemeinderat bis zu welchem Zeitpunkt vor, um eine rechtmässige und vor allem rechtsgleiche Situation zu gewährleisten?
3. Wie ist die Stadt Biel bei einem Vorfall abgesichert, der ausserhalb der gesetzlichen Öffnungszeiten passiert. Brand, Personenschaden usw.
4. Wie sieht es mit der Haftbarkeit der Stadt Biel als Eigentümerin aus, wenn beim Betreiber keine verantwortliche Person genannt ist. Brand, Personenschaden usw.
5. Wer bezahlt die anfallenden Kosten, welche durch die nicht eingehaltenen Öffnungszeiten entstehen? Als Beispiel können hier die zusätzlichen Aufwendungen der Kantonspolizei genannt werden.
6. Wie sieht es mit dem Thema Lärmbelästigung aus, wenn die gesetzlichen Öffnungszeiten nicht eingehalten werden?
7. Wird für den «Chessu» und die umliegende Peripherie eine Autonome Zone, folglich ein rechtsfreier Raum geplant?

Besten Dank für Ihre Rückmeldung

Biel, 08.01.2024

Für die Fraktion SVP die Eidgenossen

Stefan Maurer

*[Handwritten signatures]*  
Tutti  
Schneider  
H. Noll  
H. Noll